

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Perspectives d'opinion à court-terme

1. L'opinion cherche toujours des signes de concrétisation des réformes, sans pour le moment qu'une lisibilité paraisse se dégager

⇒ Les deux sujets qui pourraient incarner cette volonté réformatrice à court-terme ne semblent pas, à ce stade, perçus comme tels :

- l'attente sur la **loi croissance** ne prend pas réellement, malgré la mobilisation des professions réglementées. L'enjeu de courage politique qui avait initialement été entendu est aujourd'hui contrebattu par des signaux contradictoires et, à ce stade, par l'absence de symbole politique fort. Dans ce contexte, de possibles critiques (d'A. Montebourg ?) sur le thème du recul ou du manque d'ambition pourraient, sans en surestimer l'impact auprès d'une opinion qui décrypte bien les jeux politiques, avoir un effet de résonnance avec des représentations déjà ancrées dans les têtes et minorer ainsi le bénéfice politique que nous pourrions attendre de cette loi.
- les **21 milliards d'économies** posent pour leur part un problème de lisibilité : les Français ont identifié une multitude de petites mesures souvent désagréables, mais n'en ont pas pour autant tiré des conclusions quant à la dimension « historique » et courageuse de ce budget, qui aurait pourtant le potentiel pour répondre à une attente de l'opinion (cf. questions d'actualité de la semaine dernière). Parvenir à faire entendre le message d'ensemble sur ce budget (i.e. des économies réelles, inédites, indispensables au pays, qui demandent à chacun une juste contribution) avant, ou au moins au même niveau, que le détail de l'ensemble des mesures (qui seront forcément vues comme disparates) paraît un enjeu important.

2. Une séquence porteuse de risques de plusieurs ordres

⇒ **Risque internationaux**, en particulier le premier cas français **d'Ebola** à venir, qui pourraient réactiver des peurs, et sans doute, provoquer un lien avec l'immigration ; et un possible sentiment d'enlissement en **Irak** et une perte d'adhésion à l'intervention à mesure que le souvenir de l'assassinat d'H. Gourdel s'estompe et que les coûts de l'opération augmentent.

⇒ **Européens : l'examen de notre budget par la Commission** est sensible en termes d'opinion. Il y a sans doute très peu à attendre de l'engagement d'un bras de fer : nous ne sommes pas attendus sur ce sujet (autant les verbatims réclamant plus de réformes sont nombreux, autant ceux nous enjoignant d'une confrontation avec l'Europe sont quasi-inexistants même à gauche) ; l'effet pourrait être à l'inverse contreproductif en donnant le sentiment de différer encore les réformes (lorsque des périodes de tension ont été perçues, des verbatims sont immédiatement ressortis nous reprochant de chercher des excuses pour ne pas agir et nous défausser de nos propres responsabilités) ; un combat engagé puis

perdu - révision *in fine* de notre budget sous la contrainte visible de l'Europe - affaiblirait durablement le discours sur notre capacité à porter des réformes, et bien sûr celui sur la réorientations de l'Europe.

⇒ **Nationaux** : le **débat sur la famille** va se poursuivre. S'il dure longtemps et reste trop central dans l'actualité (dans des jeux confus pour l'opinion gouvernement / majorité / opposition / société civile), le risque existe de venir accréditer l'idée que le gouvernement fait payer une part disproportionnée aux familles. L'abandon de **l'écotaxe** fait peser un risque sur la lisibilité de notre politique fiscale s'il est compris que de nouveaux impôts seront levés en échange (risque de brouiller le message que l'on souhaite envoyer avec la baisse de l'IR). Il n'est pas impossible enfin que les polémiques sur les **rythmes scolaires** reprennent (avec la trêve des vacances et un premier bilan qui pourrait être dressé par les parents).

3. Mais la séquence offre aussi des opportunités

⇒ **Deux sujets risquent de dominer** le débat jusqu'à la fin de l'année :

- **Les gestions de crise** (Ebola et/ou risques terroristes) qui, adaptées et réactives, peuvent aussi **conforter l'idée d'un Président protecteur de ses concitoyens** et capable d'autorité.
- **La séquence budgétaire**, où les réticences politiques perçues peuvent être retournées à notre bénéfice : si les Français voient la France comme un pays particulièrement difficile à délivrer, les principaux facteurs de blocage sont à leurs yeux... « *les élus et les hommes politiques eux-mêmes* », bien avant « *les Français qui refusent le changement* » ou « *les syndicats qui défendent des intérêts particuliers* ». **Prouver la capacité à avancer et à faire bouger le système**, malgré ce qui est vu comme des obstructions politiques, pourrait être un **ressort intéressant (et sans doute durable) pour reconstruire une posture de réformateur, et renforcer les traits de « courage »** (que la dernière conférence de presse avait déjà, auprès de ceux qui l'avaient entendue, relevé - cf. étude Harris post-conférence).

⇒ Enfin, à **titre de signaux faibles, quelques actions montrant des résultats positifs** pourraient être audibles par l'opinion, par exemple sur :

- La **simplification**, si certaines des mesures présentées fin octobre peuvent résonner avec le quotidien.
- Des **dispositifs tels que la garantie jeune**, qui n'a jamais été réellement remarqué par l'opinion mais recèle sans doute un potentiel ; ou **d'autres mesures concrètes et quotidiennes** qui pourraient être annoncées en lien avec le plan d'investissement de JC. Juncker (à l'image des trois propositions portées à Milan, qui pourraient être valorisées).

⇒ Dans cette séquence, malgré la tournure que commencer à adopter la presse, **rien ne semble indiquer à ce stade qu'une distanciation, ou une divergence, entre le Président et le PM soit perçue par l'opinion** (et encore moins reprochée). Celle-ci reste par construction bien plus loin des jeux politiques que les médias, et les dernières mesures tendaient même à indiquer le sentiment d'un couple exécutif fonctionnant mieux.

Ce sujet mérite d'être surveillé, mais de **simples gestes marquants symboliquement de temps à autre la hiérarchie** (qui ne fait pas de doute aux yeux des Français) et rappelant que **c'est bien le Président qui fixe les grandes lignes que le PM met en musique et explique** pourraient suffire à empêcher l'apparition d'interrogations dans l'opinion sur les relations exécutives.